

devant des contradictions insolubles sur le plan méthodologique et politique. Si on caractérise la bureaucratie comme une classe sociale, on est conduit à dire soit qu'elle s'est constituée et a pris le pouvoir en tant que classe après la révolution (et ce serait la première fois dans l'histoire qu'une classe n'aurait d'existence qu'après sa prise de pouvoir), soit à dire qu'elle préexiste en tant que classe avant sa prise de pouvoir.

Les implications de ces deux variantes sont fort différentes et il faut les distinguer nettement :

Certains affirment que la bureaucratie existe en tant que classe avant de prendre le pouvoir, et qu'elle est constituée dans les pays capitalistes par les directions des partis communistes. Si on utilise la définition marxiste d'une classe sociale, c'est évidemment une monstruosité : quelle est la place de ces directions dans le processus de production ? De plus, cette affirmation a des conséquences politiques très graves ; il faut alors affirmer qu'en France et en Italie par exemple le prolétariat, qui n'a rien de commun avec cette classe, doit rompre radicalement avec elle : une grève dirigée par le Parti communiste n'est plus une lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais entre la bourgeoisie et la bureaucratie qui veut devenir la classe dominante : le prolétariat doit alors être neutre ! Il faut aussi affirmer qu'au Vietnam, on n'assiste pas à une lutte entre l'impérialisme et les masses d'un pays colonial qui veulent se libérer, mais à une lutte entre deux classes, la bureaucratie et la bourgeoisie !

Toute la réalité révolutionnaire est alors complètement faussée, car il est évident pour tout le monde qu'en France, une grève dirigée par le Parti communiste est un épisode de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. La bureaucratie syndicale essaie certes de profiter de sa fonction dirigeante dans le mouvement ouvrier pour utiliser cette grève à ses fins propres, mais la lutte de classes n'est pas pour autant une lutte triangulaire entre prolétariat, bourgeoisie et bureaucratie.

La logique ultime de la position qui affirme que la bureaucratie est une classe dont l'embryon, dans les pays capitalistes, est la direction des partis communistes ; c'est l'abstention de la lutte de classes et même parfois une attitude contre-révolutionnaire. Certains groupements politiques vont jusqu'à affirmer qu'au Vietnam, il y a une guerre impérialiste entre deux camps impérialistes (de même en Corée en 1954), que la révolution cubaine est sans intérêt, car elle est dirigée par une nouvelle classe exploiteuse et le prolétariat n'a pas à intervenir dans cette lutte entre deux classes qui lui sont étrangères. Or, qu'on le veuille ou non, dans beaucoup de pays du monde, la lutte de classes réelle entre prolétariat et bourgeoisie ou entre les masses des pays coloniaux et l'impérialisme se mène effectivement sous la direction des partis communistes, et il nous est impossible de rester neutres (17).

Une autre position de groupes politiques qui veulent caractériser la bureaucratie comme classe sociale consiste à voir en elle une nouvelle classe, progressiste

par rapport à la bourgeoisie et l'impérialisme. Cela conduit le prolétariat à appuyer une autre classe sociale que lui-même, la bureaucratie, et à jouer le rôle de support dans la lutte de la bureaucratie contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Cela revient donc à nier le rôle dirigeant fondamental du prolétariat dans la révolution mondiale (18). Cela implique également de graves illusions sur les possibilités révolutionnaires de la bureaucratie : qui peut sérieusement penser que le Parti communiste français, avec sa ligne actuelle, peut effectivement prendre le pouvoir ?

Examinons une autre possibilité des théories de la bureaucratie comme classe sociale : les théories qui caractérisent la bureaucratie comme une classe qui s'est constituée et a pris le pouvoir après la révolution ont également des implications politiques complexes :

Chez de nombreux théoriciens de la « nouvelle classe exploiteuse » (Djilas, Burnham, etc.), on constate que la « révolte contre Staline et la bureaucratie soviétique les a conduit à la négation du marxisme, au scepticisme envers la classe ouvrière et le socialisme, à une adulation de la démocratie bourgeoise ; la dénonciation des crimes du Kremlin a mené nombre d'entre eux dans le sillage de Washington » (19). Ceux-là ont largement franchi la barrière de classe pour se ranger du côté de la bourgeoisie et il n'est pas utile d'épiloguer ici longuement sur ces thèses.

Pour d'autres, et surtout les camarades polonais Kuron et Modzelewski, la caractérisation de la bureaucratie comme classe sociale est faite dans le cadre d'une analyse marxiste dénonçant clairement le capitalisme et la démocratie bourgeoise et exprimant nettement la confiance dans les capacités historiques du prolétariat. Avec ces camarades, le problème est plutôt d'ordre terminologique que politique et les conséquences politiques ne sont pas décisives. En 1939, Trotsky avait déjà considéré ce genre de problèmes :

« Commençons par poser la question de la nature de l'Etat soviétique, non sur le plan sociologique abstrait, mais sur celui des tâches politiques concrètes. Admettons pour le moment que la bureaucratie soit une nouvelle « classe » et que l'actuel régime en Union soviétique soit un système d'exploitation de classe. Quelles nouvelles conclusions s'ensuivrait-il de ces définitions ? La IVe Internationale a reconnu depuis longtemps la nécessité de renverser la bureaucratie au moyen d'un soulèvement révolutionnaire des travailleurs. Rien d'autre n'est proposé par ceux qui proclament que la bureaucratie est une « classe » exploiteuse. Le but à atteindre par le renversement de la bureaucratie est le rétablissement du régime des Soviets, en excluant de ceux-ci la bureaucratie actuelle. Rien d'autre ne peut être proposé, et n'est proposé par les critiques de gauche : La tâche des Soviets régénérée est de collaborer avec la révolution mondiale et de construire une société socialiste. Le renversement de la bureaucratie présuppose par conséquent le maintien de la propriété étatique et de l'économie planifiée. Ici réside le cœur de tout le problème.